



Éducation et genre en RD Congo

Kahwa Njojo

Université anglicane du Congo, RD Congo

Décembre 2023

Mots clés

Valeurs et genre, éducation et contexte du genre, RD Congo, théologie et genre, Afrique

Résumé

L'auteur de *Représentations et normes liées à la masculinité : Construction d'un concept hier et aujourd'hui. Pour une masculinité positive dans une perspective biblique*, Genève : Globethics, 2023, 327p. ISBN : 978-2-88931-511-6 présente ici le problème à la fois plus large et plus étroit des défis de l'éducation dans le contexte du genre. Ce défi éducatif est plus étroit car par éducation on entend un bagage d'expériences de formation, une sorte d'émulation scolaire précise, celle enseignée par le maître d'école, et on ne fait pas référence, par exemple, aux traditions et aux mœurs transmises au sein de la famille, ni à l'édification et à l'élévation de l'âme associées à l'expérience religieuse. L'éducation et le contexte du genre peuvent aussi ouvrir un horizon plus large que la question du genre masculin, traité dans l'essai de l'auteur ; cet horizon ne reste pas moins un défi. Tandis que les « lois sont soit inconnues soit quotidiennement violées en faveur du respect des normes établies par la culture. » On assiste en RD Congo à l'augmentation de la vulnérabilité des femmes, processus initié en grande partie dans le milieu scolaire.

Auteur pour correspondance : Prof. Kahwa Njojo, Université anglicane du Congo, revkahwa@yahoo.com Pour citer cet article : Kahwa Njojo. 2023. "Éducation et genre en RD Congo" *Journal of Ethics in Higher Education* 3(2023): 115-126. DOI: 10.26034/fr.jehe.2023.4656 © the Author. CC BY-NC-SA 4.0. Visit <https://www.jehe.globethics.net>

1. Introduction

L'idée largement admise est que l'éducation constitue un outil par excellence pour l'autonomisation d'une personne. Depuis l'époque coloniale, un individu en République Démocratique du Congo passe par plusieurs éducations, notamment l'éducation familiale assurée par les parents, coutumière par les vieux sages dans la culture, scolaire par les enseignants à l'école et diffuse par la société ou l'environnement dans lequel il grandit. Dans toutes ces éducations, la distinction de sexes est clairement manifestée à cause de l'influence considérable de la culture sur le vécu de l'être humain qui ne peut se passer de ce qui lui est exigé selon les prescriptions de sa société qui restreignent le droit à l'éducation pour tous. Ce faisant, ces prescriptions encouragent les violences basées sur le genre.

Dans le contexte global actuel où la pensée didactique et pédagogique occupe le devant de la scène en matière d'enseignement, il est donc où différentes voies et alternatives semblent ouvertes, le RD Congo reconvoque d'anciens problèmes sur l'éducation et le genre, qui gardent leur importance et urgence, d'autant plus que la thématique est entachée de plusieurs défis qui vont à l'encontre de textes légaux en vigueur dans le pays, et de ce qui *devrait être* fait. La république démocratique du Congo dispose de bonnes lois qui accordent une importance particulière à l'éducation pour tous, le problème est que malheureusement ces lois ne sont pas vulgarisées et mises en application à cause de la pression des mœurs (ou de sous-culture populaire sexiste) et de la sous-information de la population locale. Les lois et conventions sont des coquilles vides sans une volonté générale et une psychologie et inconscient de masse qui imposent sur les textes de loi, en les ajustant au vécu quotidien qui précède toujours les règles abstraites. Il s'installe une tension entre la culture populaire et la législation en matière d'éducation du genre, en particulier la différence entre le traitement des filles et des garçons est creusée. Christine Morin-Messabel décrit celle-ci sans ambiguïté :

“ Que ce soit en termes de compétences et/ou de comportements, les filles et les garçons sont souvent définis et perçus comme différents voir opposés dans le

domaine scolaire (mais pas seulement dans ce domaine)
(Morin-Messabel 2014 : 24)

Cette conception est principalement soutenue par des institutions sociales telles que l'école, la religion et la coutume. La question qui s'impose est de savoir est-ce que le contexte congolais respecte-t-il le genre dans le domaine de l'éducation ?

2. Défis de l'éducation dans le contexte du genre

La réalité du genre dans le contexte de l'éducation est problématique parce que la culture fait encore sa loi :

“ Les pratiques culturelles traditionnelles et les croyances sociétales ont une influence significative sur l'éducation des filles et des femmes... De nombreuses cultures régionales accordent peu d'importance à l'éducation des filles et le rôle des femmes se limite souvent aux travaux domestiques et à l'éducation des enfants. Ces croyances conduisent souvent à refuser aux filles la possibilité d'aller à l'école et à décourager les femmes de poursuivre des études supérieures ou une carrière (Sarah, 2023).

Ainsi, comme l'atteste Jules Muhindo Katsurana,

“ après analyse situationnelle, nous avons découvert en premier lieu que les inégalités dans l'éducation en RDC se posent en termes d'iniquité entre les sexes dans le parcours scolaire. C'est-à-dire que le système éducatif congolais est caractérisé par une faible discrimination directe des filles quant à l'accès à l'école comparativement aux garçons (95 filles pour 100 garçons), un très faible taux d'achèvement pour les filles (34 % au primaire et 13,4 % au secondaire), et l'existence d'innombrables stéréotypes et clichés sexistes véhiculés par les enseignants et la structure éducative (Muhindo 2016).

Il est communément entendu dans la société congolaise que l'éducation n'est pas faite pour les filles. Ce sont les garçons qui peuvent être envoyés aux études car les filles sont faites pour le mariage. Les parents, surtout la maman, s'occupent de leur encadrement en préparatif pour le mariage. Cette préparation se penche sur la manière dont elle peut être excellente à la cuisine et dans les autres affaires du ménage. Retrouver la fille à la maison sans aller à l'école n'est pas surprenant ni étonnant pour les membres de la société. Mais aussi, la retrouver à l'école pousse à des questionnements sur la perte d'investissement ou une dépense inutile. Il s'installe une masculinité hégémonique qui contrôle l'éducation, on peut dire que dans ce secteur on accorde davantage de valeur et de légitimité aux garçons qu'aux filles. Ainsi, ce comportement a pour effet de réduire la femme au silence et l'enfermer dans un environnement qui ne favorise pas son émancipation. Elle lui réserve une place bien circonscrite pour exercer ses activités. Citons par exemple le marché, le mariage, la cuisine et la maternité. Dans le même ordre d'idée, Caroline Moulin écrit que :

“ la féminité semble définir la femme toute entière comme individu ; plus que ce qu'elle est, c'est ce qu'elle paraît qui est important ; en effet, à partir de l'adolescence, les filles sont invitées à se consacrer toutes entières à leur apparence, les enfermant alors dans un carcan traditionnel de la féminité ; une féminité caractérisée par une culture du 'futile' (l'apparence) (Moulin, 2005)

Il ressort de ce qui précède ce que Christine Morin-Messabel dit : « la modélisation différenciée des filles et des garçons, et ce bien avant la scolarisation. En amont de l'école, l'utilisation des stéréotypes de sexe semble moduler les relations, les attitudes des parents. C'est la connaissance du sexe de l'enfant qui déterminerait, chez les parents, des représentations, des comportements différenciés » (Morin-Messabel 2014). Les parents interdisent au garçon de rester dans la cuisine parce que c'est un endroit approprié pour la fille afin d'apprendre l'art culinaire auprès de sa maman. Les jeux sont fixés selon le sexe. Pour la fille, tous les jeux sont orientés vers le ménage, c'est-à-dire elle doit jouer à la poupée pour apprendre à bercer un bébé, préparer à manger en utilisant des choses symbolisant la vraie

nourriture. Le garçon est initié à jouer avec de petite voiture car tous les chauffeurs sont des hommes, construire une maison, etc. Cette façon de faire influe sur le choix des études à faire. Le garçon est orienté vers la construction, la mécanique, les mathématiques..., tandis que la fille aux sciences infirmières, cuisine, tricotage, hôtellerie, sciences sociales...

La difficulté se pose aussi sur l'accès des filles aux études supérieures. Leur niveau élevé est le diplôme d'Etat qui sanctionne la fin de l'école secondaire. Elles se heurtent à d'importants obstacles pour accéder à l'enseignement supérieur. De nombreuses universités et écoles supérieures ne disposent que d'un nombre limité de places pour les étudiantes, et les politiques d'admission sont souvent biaisées en faveur des candidats masculins. En outre, les possibilités de bourses pour les étudiantes sont souvent limitées, ce qui rend difficile la poursuite d'études supérieures (Sarah 2023). Celles qui ont fini des études supérieures ont du mal à être affectées à un poste de commandement, en dépit de la loi sur la parité homme-femme et l'équité du genre.

Il est consternant de réaliser que dans les faits, la jeune femme soit considérée arbitrairement comme moins intelligente et compétente pour des études, ceci bien que l'éducation soit un droit universel, et donc que des relations de domination sociale arbitraires liées au genre impactent le niveau de développement et la formation au niveau de l'éducation obligatoire (Morrell 2012). Il n'est pas rare de trouver dans les villages, plusieurs jeunes filles analphabètes qui éprouveront des difficultés pour se marier en raison de leur manque d'instruction. Sur le plan statistique, le développement significatif de la prostitution et un grand nombre de mères célibataires, ou vivant seules avec leurs enfants, peuvent indirectement être considérés comme liés au facteur du niveau d'éducation des femmes, corrélation aisément vérifiable sur le terrain, dans les campagnes en RD Congo.

La société actuelle continue à appliquer des normes très conservatives, jugées archaïques, léguées par la tradition (voir aussi le rôle des « ancêtres » en RD Congo), sans prendre le temps pour une analyse qui montre l'importance de l'articulation des valeurs de travail, de vie en famille, et d'études. Sans placer ces normes sur un même plan axiologique d'importance, un déséquilibre se développe, avec un poids dominant attribué aux valeurs non liées au travail

et aux études, en bref à l'environnement socio-culturel étroit, avec une priorité portée à la vie quotidienne et à l'alimentation. La participation à la vie familiale et le statut dans la société passent au premier plan vis-à-vis du souci de trouver un emploi ou de recevoir une formation pour se profiler dans le monde du marché du travail. La régulation sociale impose des interdits en défaveur des femmes pour les priver d'apporter leur contribution à la vie socio-familiale et d'amener leur pierre de construction pour le changement positif dans tous les secteurs de la vie. Il suit de ce biais social arbitraire, et de l'idée irrationnelle d'une différence de nature entre homme et femme, que les normes imposées aux femmes, au lieu de booster le changement, comme épanouissement individuel et des groupes humains, concoure à la déprivation de la société dans son ensemble.

3. Perspectives

Il faudra une réforme des politiques sociales pour lutter contre des normes conservatrices à la base de la marginalisation en matière de l'égalité des sexes. Ceci requiert l'intégration des questions d'égalité dans le discours et les décisions des communautés de base dont les capacités doivent être renforcées en vue d'un changement positif. Ainsi, les décideurs et les administratifs doivent être équipés en notions de l'équité du genre touchant tous les secteurs de la vie de la société afin d'y intégrer l'égalité des sexes basée sur les droits humains qui prône l'inclusion de tous et la non-discrimination. Cependant, les inégalités des sexes dans l'éducation constituent une iniquité.

En effet, Eliane Vogel-Polsky soutient que

“ respecter l'homme et la femme en tant que personne humaine titulaire de droits fondamentaux inaliénables consisterait avant tout à reconnaître qu'il existe des hommes et des femmes, également membres de la famille humaine et à construire un droit fondamental à l'égalité imposant aux règles procédurales d'organiser la société et la coopération sociale sur l'égalité de statut des femmes et des hommes en tenant compte des rapports sociaux de sexe (Vogel-Polsky 1996).

Il y a nécessité de revisiter les normes sociales qui handicapent les relations sociales. La revisitation peut se faire soit par la suppression de la loi sociale qui porte atteinte à la dignité de la femme, soit par sa redéfinition visant à affirmer l'égalité des sexes qui se conçoit, selon V. Moreau, comme « un but et un moyen par lequel les individus ont droit au même traitement devant la loi et aux mêmes opportunités leur permettant de profiter des droits et de développer leurs talents et habilités, en tant qu'agents actifs du développement dans la société » (Moreau 2003 : 50).

Face à cette situation, il faut souligner ici l'importance de l'éducation de la femme comme la clé de sa reconnaissance réciproque dans la société. : sans éducation adéquate la présence des femmes dans le monde à travers leurs paroles et actions est hypothéquée. Cependant, l'éducation peut imposer aux femmes le devoir d'affirmer leur présence de manière expressive, de poser des actions et apporter leur contribution pour la transformation de la société et de la famille.

L'éducation est la voie royale pour sortir de ces schèmes, car l'éducation est un chemin d'épanouissement pour toute personne. C'est le premier facteur du développement économique et humain, plus large que l'instruction. Ainsi, une entreprise, une communauté et un pays progressent et se développent proportionnellement à l'effort durable qu'ils consentent en faveur de l'éducation et de la recherche. Les pays qui négligent ces priorités ratent leur développement et hypothèquent leur devenir. Cela est particulièrement vrai pour l'éducation des jeunes femmes. En effet, les pays qui ont fait d'importants investissements dans l'enseignement féminin en ont tiré profit sous forme d'une productivité économique accrue (Tshibilondi 2005). C'est l'éducation qui permettra d'augmenter le nombre de femmes pouvant accéder aux instances de prise de décision pour faciliter leur action en public. Avec Colby Driscoll on peut affirmer que l'éducation est la meilleure façon d'habiliter les femmes et qu'une femme instruite a des effets positifs sur son pays de différentes manières. Les enfants de femmes instruites sont beaucoup plus susceptibles de survivre et de s'épanouir, ce qui est d'importance vitale surtout pour les pays en développement. L'éducation des femmes fait aussi profiter l'ensemble du tissu économique parce que l'éducation des jeunes femmes contribue à la qualité, la grandeur et le rendement de la force de

travail (Driscoll 2018). Pour Odhiambo : « quand des filles ont accès à une éducation de qualité, elles acquièrent les compétences et les connaissances dont elles ont besoin pour réaliser leur potentiel et transformer leur vie, leurs familles et leurs communautés » (Odihambo 2018). Ceci requiert l'identification, l'analyse et une lutte contre tous les facteurs qui empêchent la scolarisation des filles dès leur plus jeune âge.

« C'est en améliorant leur niveau d'éducation et de formation, leur représentativité politique et les structures d'accueil pour les enfants, que cet objectif de participation peut progressivement être rencontré. Il est nécessaire aux femmes pour qu'elles jouent un rôle équivalent à celui des hommes. Cet objectif en matière de participation ancré depuis de nombreuses années dans le féminisme est pleinement présent dans le projet d'un développement durable » (Zuinen 2002).

Il est impérieux d'éviter la discrimination négative qui fait de la femme une victime qui n'a pas droit d'évoluer dans les études en la soumettant à l'attentisme du mariage dont le mari n'est pas encore connu, car c'est pour elle,

« un véritable parcours de combattantes pour réussir à percer jusqu'au second cycle des études secondaires puis jusqu'à l'université. Malgré des efforts indéniables de scolarisation des filles, leur réussite scolaire reste un exploit, pour nombre d'entre elles, à cause du poids de la tradition qui a des répercussions sur leur éducation » (Tshibilondi 2015).

En effet, pour permettre la croissance de l'effectif des filles à la formation, il est impérieux de rendre la formation gratuite à tout le monde afin de permettre aux filles d'étudier et éviter qu'en cas de manque de moyen, elles soient retenues à la maison afin de privilégier l'éducation des garçons.

« L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes constituent une des clefs de voûte de la croissance et de la réduction de la pauvreté, du développement durable et de l'atteinte de tous les objectifs du millénaire pour le développement » (Diplomatie Belgium 2023). Ce qui laisse entrevoir que

l’investissement dans l’autonomisation économique des femmes est la voie la plus sûre vers l’égalité des sexes, l’éradication de la pauvreté et une croissance économique inclusive. Les femmes apportent une contribution énorme à l’économie, que ce soit au sein des entreprises, dans les exploitations agricoles, comme entrepreneuses ou employées, ou par leur travail non rémunéré à la maison, où elles s’occupent de leurs familles (Dynamique des Femmes Juristes 2021). De ce qui précède s’est développé le concept de double maternité qui

“ permet d’illustrer le rôle vital de la femme, pour la survie individuelle et collective... maternité biologique à travers les pratiques créatives quotidiennes dont font preuve les femmes pour assurer la survie de leur famille; maternité sociale par la transmission des savoirs, des valeurs et de la mémoire d’une génération à l’autre. Elles sont au cœur de la continuité sociale vitale dans les situations de pénurie et d’agitations (Thorndahl 2016).

Le genre étant une problématique dans l’éducation, il importe de promouvoir un enseignement axé sur le genre. Ceci permettra de valoriser les deux sexes et revisiter les stéréotypes en vue de l’égalité du genre dans les lieux de formation. Il s’avère indispensable de mettre en place une politique promotrice de l’égalité des sexes afin de réduire sensiblement les violences basées sur le genre dans le domaine de l’éducation en permettant à tout le monde à accéder à tous les niveaux de l’éducation. Ainsi, comme l’affirme Albertine Tshibilondi, il faut lutter contre l’infériorité institutionnelle et juridique de la femme en combattant les coutumes et traditions rétrogrades qui entravent l’épanouissement du genre humain et l’évolution des rapports entre la femme et l’homme dans tous les domaines (Tshibilondi 2023).

La lutte contre l’inégalité entre les sexes dans l’éducation nécessite une approche sur plusieurs fronts qui s’attaque aux barrières culturelles, économiques et sociales sous-jacentes qui affectent les filles et les femmes. En mettant en œuvre des politiques soucieuses de l’égalité des sexes, en améliorant les infrastructures scolaires, en apportant un soutien financier et en promouvant un enseignement respectueux de l’égalité des sexes, les parties

concernées peuvent créer un environnement plus propice à l'accès des filles et des femmes à l'éducation et à la réalisation de leur plein potentiel. (Sarah 2023).

Il faut une sensibilisation pour un changement des mentalités et des représentations négatives de la femme (stéréotypes, préjugés véhiculés par les traditions orales dans les proverbes, contes, chansons...) pour un autre regard sur la femme en tant qu'être humain, qui n'est pas que « mère et épouse », mais une citoyenne à part entière dont les droits humains fondamentaux doivent être respectés. Il convient de souligner que cet aspect socioculturel et la conception de l'homme et de la femme sont à la base de la non-application des lois sur le genre (Tshibilondi 2023).

4. Conclusion

La question du genre dans le domaine de l'éducation reste problématique en République Démocratique du Congo en dépit de la présence de lois qui affirment l'égalité des sexes, la parité, l'équité du genre et l'autonomisation de la femme. Malheureusement, toutes ces lois sont soit inconnues soit quotidiennement violées en faveur du respect des normes établies par la culture. Ceci augmente la vulnérabilité des femmes. Pour ce faire, il faut sensibiliser la population congolaise sur l'importance de l'éducation de la femme pour son autonomisation intégrale en lui permettant l'accès facile à toutes les ressources pour sa promotion. Lui priver l'éducation serait une façon de dépouiller la société d'une contribution énorme pour sa transformation et développement holistique, car dit-on qu'éduquer une femme, c'est éduquer toute la nation.

Les défis du genre en éducation étant liés à la question de mentalité, il importe d'intégrer les enseignements du genre dans le système éducatif en RD Congo afin de se débarrasser du poids des traditions et coutumes qui encouragent jusqu'aujourd'hui la privation de l'éducation à la femme. Les inégalités liées aux sexes et les perceptions négatives à l'égard de la femme dans le domaine de l'éducation ne permettront jamais d'accélérer de manière véritablement effective le développement intégral du RD Congo.

5. Bibliographie

- Driscoll, Colby « L'importance de l'éducation pour les filles », Web blog, <https://lifeonthecoastblog.com/2018/03/08/limportance-de-leducation-pour-les-filles/>, consulté le 29/10/2023.
- Dynamique des femmes juristes, Site web, Promotion du genre et autonomisation de la femme, in <https://www.dfj-rdc.org/domaines-dintervention/promotion-du-genre-et-autonomisation-de-la-femme/>, consulté le 29/09/2021.
- Moreau, V. *Genre et développement économique: rapport de la Banque mondiale sur les politiques de développement*, Québec, Saint-Martin, 2003, 50.
- Morin-Messabel, Christine. « Application de la psychologie sociale : la thématique du genre en éducation », in *RePS*, No 6, 2014, 24.
- Morrell, Robert; Rachel Jewkes et Graham Lindegger, Hegemonic Masculinity/Masculinities in South Africa: Culture, Power, and Gender Politics, in *Men and Masculinities*, N° 15, Vol 11, 2012, 20.
- Moulin, Caroline. *Féminités adolescentes : Itinéraires personnels et fabrication des identités sexuées*, Collection le sens social, Presses universitaires de Rennes, 2005, 56.
- Odhiambo, Agnes, Human Rights Watch, webpage: <https://www.hrw.org/about/people/agnes-odhiambo>
- Muhindo Katsurana, Jules « Education et autonomisation. Défis et perspectives en faveur de la femme en République démocratique du Congo », Mémoire de Master, Kinshasa, Institut Panafricain pour le Développement, 2016.
- Sarah L., « Les défis de l'égalité des genres dans l'éducation en Afrique francophone », in <https://www.unicaf.org/fr/les-defis-de-l-egalite-des-genres-dans-l-education-en-afrique-francophone/>, consulté le 31.10.2023.

Thorndahl, Marie. « Pratiques et réflexions de genre : la diversité des expériences », in Yvonne Preiswerk et Marie Thorndahl (sous dir.), *Créativité, femmes et développement*, Genève, Graduate Institute Publications, 2016, 18.

Tibasima, Marco. « Afrique : L'éducation des filles est cruciale pour former une main-d'œuvre qualifiée », in <https://www.hrw.org/fr/news/2018/10/10/afrique-leducation-des-filles-est-cruciale-pour-former-une-main-doeuvre-qualifiee>, consulté le 29/10/2023.

Tshibilondi Ngoyi, Albertine. *Enjeux de l'éducation de la femme en Afrique : Cas des femmes congolaises du Kasayi*, Paris, Harmattan, 2005, 105.

—— « Congo RD: Freins et défis à l'égalité du genre entre femmes et hommes », in <https://kba-foncaba.be/fr/53-francais/foncaba/1396-congo-rd-freins-et-defis-a-l-egalite-du-genre-entre-femmes-et-hommes.html>, consulté le 31/10/2023.

—— « Rôle de la femme dans la société et dans l'église: Pour une justice et une réconciliation durables en Afrique », Vol 23, N° 2, 2015, 207.

Vogel-Polsky, Éliane. Genre et droit : les enjeux de la parité. In: *Cahiers du GEDISST (Groupe d'étude sur la division sociale et sexuelle du travail)*, N°17, 1996. Principes et enjeux de la parité. pp. 11-31.

Zuinen, Natacha « Essai sur le rôle des femmes et des valeurs féminines », in *Reflets et Perspectives de la Vie Economique*, N° 1, Tome XLI, 2002, 113.

6. Biographie courte

Professeur Kahwa Njojo est recteur de l'Université anglicane du Congo et doyen de la Faculté de théologie depuis 2012. Extrait d'œuvres publiées : *Éthique de la non-violence : Études sur Jésus selon les évangiles*, Globethics 2013, 592pp. ISBN : 978-2-940428-60-1

Courriel: revkahwa@yahoo.com